

DOPAGE. *Les Etats revendiquent la présidence de l'organisme mondial.*

Crise de tête à l'Agence antidopage

La lutte antidopage avance. Au moins en paroles. Le 35^e congrès des fédérations internationales de sport s'est achevé à Singapour sur de vibrants appels à une harmonisation des règlements et des sanctions et une coopération renforcée entre les gouvernements et le mouvement olympique. «*L'élément clé est de faire approuver et adopter par tous un code antidopage véritablement universel avant 2003, avant les Jeux olympiques de 2004 à Athènes*», a indiqué Harri Syvasalmi, secrétaire général de l'Agence mondiale antidopage (AMA). Qui a également souligné le rôle indispensable des gouvernements, seuls autorisés à faire voter les législations adéquates. **Convaincant.** Dick Pound, président de l'AMA depuis sa

création le 11 novembre 1999, dit aussi vouloir s'appuyer sur les Etats. Mais il ne leur fait pas totalement confiance pour diriger dès maintenant l'Agence. Dans l'interview qu'il nous a accordée (lire ci-contre), l'avocat canadien – ex-rival malheureux du Belge Rogge pour diriger le Comité international olympique – exprime son souhait de prolonger de deux ans son mandat qui arrive à expiration en février 2002. C'est théoriquement possible si une majorité des 36 membres fondateurs en décide ainsi. Pound pourra se prévaloir d'un bilan prometteur, sinon vraiment convaincant.

Même ceux qui ne l'aiment guère reconnaissent que, très mal partie, l'AMA a au moins lancé quelques chantiers im-

portants. En tête de ceux-ci, la rédaction, en cours, d'un code universel antidopage, établissant une liste unique des produits interdits et des procédures de contrôle. Mais il a contre lui l'accord informel passé, lors de la création de l'agence, entre les représentants du mouvement olympique et ceux des Etats: au terme d'une phase transitoire de deux ans, pendant laquelle le CIO finançait seul l'AMA et en nommait le patron, la présidence devait être assurée par un représentant des Etats, qui doivent désormais garantir la moitié du financement.

Expert. Dans une interview à *Libération* (1), Jacques Rogge

semblait décidé à faire respecter cette règle non écrite de l'alternance, bien dans l'esprit de parité Etats-mouvement olympique à la base de la création de

l'AMA. Les 15 membres de l'Union européenne entendent en tout cas faire valoir leurs droits. La semaine dernière, à l'unanimité, les directeurs des sports des Quinze ont mis au point un texte que les ministres des Sports devraient normalement adopter à leur tour les 2 et 3 novembre lors d'une réunion à Bruxelles. La présidence de l'AMA, y explique-t-on, doit revenir à un représentant des Etats et plus particulièrement une personnalité européenne, un expert antidopage incontestable. «*Toute autre décision, nous a précisé Olivier Meier, conseiller technique de Marie-George Buffet pour les affaires internationales, serait certainement considérée comme une rupture de pacte fort préjudiciable.*» ●

A. L.

(1) *Libération* du 1^{er} octobre

Dick Pound, président de l'AMA depuis sa création, veut y rester jusqu'en 2004:

«La lutte doit être sportive, pas politique»

Dick Pound nie l'existence du gentlemen's agreement prévoyant une «tournée» pour occuper la tête de l'Agence mondiale antidopage (AMA), qu'il préside depuis sa création, il y a deux ans.

Avez-vous l'intention d'abandonner la présidence de l'AMA après les Jeux olympiques de Salt Lake City?

Rien ne sera décidé avant notre prochaine réunion, vers mars-avril. Lors de notre dernière rencontre en tête à tête le 3 octobre, à Paris, j'ai indiqué au président Rogge que j'étais disposé à poursuivre ma mission comme représentant du CIO au sein de l'AMA. Si une majorité de collègues est d'accord, je suis également prêt à rester à la tête de l'Agence jusqu'au moment où nous disposerons enfin d'un code antidopage harmonisé entre les différents gouvernements d'une part, et l'AMA d'autre part.

Cela signifie-t-il que vous souhaitez rester président de l'AMA? Et jusqu'à quand?

Oui j'aimerais poursuivre le travail que nous avons entrepris jusqu'aux JO d'été d'Athènes en 2004. Je pense que ce sera le moment opportun de juger le

travail de l'AMA.

Plusieurs gouvernements, notamment la France, invoquent un gentlemen's agreement datant de la fondation de l'AMA, selon lequel après les deux premières années, un de leurs représentants devait vous succéder...

Un tel accord n'existe pas, ni de manière écrite, ni sous forme d'un gentlemen's agreement. Le principe voulait que je préside pendant les deux premières années

puis nous devions décider de la suite. Mais il n'a jamais été question d'une alternance formelle entre représentants du CIO et des gouvernements.

Pourtant, début octobre, Jacques Rogge se prononçait pour le respect de ce gentlemen's agreement (1)...

Je vous répète que j'ai rencontré Jacques Rogge le 3 octobre, je lui ai exposé mon point de vue, et lui ai proposé de prolonger mon travail à l'AMA. Je crois pouvoir dire qu'à l'issue de cet entretien nous sommes en phase, voilà tout.

Mais quel est le problème à vos yeux si un représentant des gouvernements préside l'Agence?

Le problème avec les ministres c'est qu'ils ont d'autres devoirs, d'autres charges, ils changent aussi très souvent. Le ministre australien, par exemple, n'est pas venu une seule fois à nos réunions. Certains pays asiatiques n'ont d'ailleurs même pas envoyé de ministres comme représentants, mais de simples fonctionnaires de haut rang. Moi, j'ai toujours eu la conviction que la lutte antidopage devait être affirmée par le mouvement olympique et ne pas être tributaire des aléas politiques. La question du dopage est sportive, pas politique.

Pour les deux premières années, l'Agence a été financée à 100 % par le CIO. Les Etats doivent prendre le relais...

Oui, à partir du 1^{er} janvier, ce sera 50/50. Notre budget annuel a été de 14 millions de dollars (15,7 millions d'euros). Pour bien travailler il en faudrait une vingtaine...

A elle seule, l'Europe doit assurer 47,5 % de la part des Etats et du coup demande un siège de plus. Vous êtes d'accord?

A titre personnel, pourquoi pas, mais, de toute manière c'est une décision entre Etats. Ceci dit, attention à cette logique: si l'Europe a un siège de plus, les autres auront peut-être aussi des exigences et le mouvement olympique voudra surenchérir, nous risquons alors le trop-plein de délégués. Nous avons plutôt bien fonctionné jusqu'à présent parce que nous étions peu nombreux et efficaces.

Le bilan des deux premières années de l'AMA est-il réellement positif?

Je le pense et d'abord du fait même de l'existence d'une Agence indépendante, tout à la fois du CIO et des Fédérations internationales. Succès aussi: l'implication des athlètes et les missions d'observation indépendantes comme à Sydney où la transparence sur le résultat des contrôles antidopages a été totale. A notre crédit également, la négociation couronnée de succès avec l'ensemble des grandes fédérations, à l'exception de la Fifa (football, ndlr), pour généraliser les tests hors compétition, sans préavis. En outre, afin de disposer des tests les plus performants, nous avons distribué environ 5 millions de dollars (5,6 millions d'euros) à une vingtaine de chercheurs parmi les meilleurs au monde. Enfin au niveau «législatif», c'est l'Agence et elle seule qui rédige désormais tous les amendements au code antidopage du CIO.

Pour le grand public, le bilan paraît moins flatteur: le dopage continue massivement dans le cyclisme; en athlétisme il y a eu l'affaire Yegorova cet été...

C'est la vision des médias, mais ça ne correspond pas au travail de l'Agence. On ne résout pas la question du dopage à coup de démagogie. Nous œuvrons sur la longue durée et je ne veux pas qu'on change l'approche pour faire plaisir aux journalistes. Quant à la confusion lors de l'affaire Yegorova autour de la validité des tests, c'est justement la raison de la création de l'Agence: que tout le monde se mette enfin d'accord! ●

Recueilli par ALAIN LÉAUTHIER

(1) Libération du 1^{er} octobre.